

Covax confirme avoir les fonds du Venezuela pour les vaccins anti-Covid-19

COVAX

CEPI



unicef



World Health
Organization

ACTaccelerator
ACCESS TO COVID-19 TOOLS

Caracas, 8 juil (RHC) La Fondation GAVI, qui administre conjointement avec l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) le programme de distribution mondiale de vaccins anti-Covid-19 (Covax), a confirmé avoir reçu les fonds du Venezuela qui étaient bloqués.

Selon des articles de presse, un porte-parole de la fondation a annoncé que les obligations financières ont été réglées et qu'elle espère pouvoir distribuer les doses dès que celles demandées par le gouvernement vénézuélien seront disponibles.

L'exécutif bolivarien a récemment dénoncé le fait qu'en raison des sanctions commerciales et financières des États-Unis contre le pays, son paiement à Covax avait été bloqué, empêchant l'arrivée de 11 millions de vaccins du programme humanitaire déjà négociés depuis avril.

L'ambassadeur vénézuélien aux Nations unies à Genève, Hector Constant, a porté la question devant le Conseil des droits de l'homme cette semaine et l'a présentée comme un exemple du crime contre l'humanité que représentent les actions punitives de Washington contre le Venezuela.

Dimanche dernier, le président Nicolas Maduro a appelé publiquement ce programme de l'OMS à livrer les vaccins ou à rendre l'argent. Il a ajouté que Covax avait échoué au Venezuela

'Assez de moqueries contre le peuple vénézuélien de la part du système Covax, quelqu'un a mis la main dedans pour que les vaccins ne viennent pas au Venezuela', a alors indiqué le président.

Covax, qui s'adresse principalement aux pays en développement, a jusqu'à présent distribué plus de 88 millions de doses de vaccins à 131 pays, mais dans le cas de cette nation sud-américaine, ses engagements n'ont pas été respectés et le Gouvernement bolivarien l'a dénoncé.

Toujours au Venezuela, L'Assemblée Nationale de ce pays a approuvé aujourd'hui à l'unanimité le projet de réforme de la Loi contre la Corruption.

Le Président de la Commission permanente du Contrôleur du Parlement, Alexis Rodriguez, en exposant l'initiative législative, a expliqué de manière détaillée les raisons essentielles de la réforme partielle du décret avec rang, valeur et force de loi, afin d'adapter cet instrument juridique à la réalité vénézuélienne et de faire face aux nouvelles pratiques criminelles.

Notre pays, a-t-il dit, est constamment assiégé par l'impact de ce fléau dans lequel les puissances du monde financent la corruption et, dans de nombreux cas, des nations qui encouragent de telles pratiques, donnent refuge aux responsables de ce type de délit.

C'est pourquoi, a-t-il souligné, élargir le concept de Patrimoine Public et inclure le principe de coresponsabilité pour les fonctionnaires qui gardent des biens publics, est essentiel à la lumière des temps nouveaux.

Il a en outre demandé que les conseils communaux soient soumis à la loi et que l'obligation soit ajoutée en tant que politique publique de formation pour prévenir les actes de corruption, soulignant la nécessité de promouvoir l'éducation pour les prévenir.

'Il est proposé d'établir que les ouvriers au service de l'État, les membres des unités de gestion financière telles que les conseils communaux, ainsi que les membres des organisations syndicales et des caisses d'épargne déposent également la déclaration sous serment du patrimoine', on a expliqué au cours de l'argumentation sur la réforme.

Il a précisé que la République bolivarienne du Venezuela n'est pas un simple qualificatif, mais qu'elle porte toute la charge historique du Libérateur Simón Bolívar en ce qui concerne la liberté, l'indépendance

et le respect du trésor public.

La loi contre la corruption prévoit d'élargir la notion de patrimoine public, d'inclure le principe de coresponsabilité des fonctionnaires qui gèrent ce patrimoine et de mettre en œuvre des politiques éducatives pour la formation des fonctionnaires.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/263289-covax-confirme-avoir-les-fonds-du-venezuela-pour-les-vaccins-anti-covid-19>



Radio Habana Cuba